



# Quel avenir pour les « Gilets jaunes » ?

24 novembre 2018

A la veille d'une manifestation d'importance, nous nous sommes interrogés : que sont les Gilets jaunes, que disent-ils de la France en 2018 ? En prenant appui sur de nombreux témoignages en provenance des giratoires et des personnes qui sont allés au contact de ces manifestants, nous avons, prudemment, tenté de nourrir la réflexion pour comprendre ce que d'aucuns ont désigné comme un « signal ».

## 1. Tour de table

Les gilets jaunes sont-ils les « dindons de la farce » ? Il semblerait que la France des campagnes se soit levée pour manifester son mécontentement ; les opinions se partagent entre l'approbation enthousiaste et l'approbation résignée, entre les optimistes et les pessimistes. La suite reste à envisager et à observer, cependant de nombreuses voix s'élèvent pour critiquer l'impossible prolongation d'un mouvement de personnes qui ne sont pas prêtes à aller au bout de ce qu'il faudrait faire – reste à définir, justement, ce qu'il faudrait faire. La « révolte » n'est pas pour demain. Ce mouvement témoigne d'un ras-le-bol général devant l'écrasante pression fiscale qui ratatine la classe moyenne et la paupérise. Quel avenir, quelle réflexion pour cette « jacquerie » ? Qui s'essouffera le premier, les gilets jaunes ou le gouvernement ?

Les Gilets jaunes apparaîtraient comme l'avatar de l'union par la base, indépendamment de tous les appareils partisans, de tous les groupes syndicaux. Mais ce mouvement né du ras-le-bol peut-il se transformer, ou retombera-t-il pour ne plus devenir qu'un paragraphe de l'histoire de la V<sup>ème</sup> République ? Quels chemins à suivre vers la « révolution » ? Faut-il redouter les débordements ou les souhaiter ? Faut-il saisir l'occasion et abandonner l'espoir d'une victoire par les urnes, pour préférer des voies moins légalistes ? Autant de questions qui auront divisé les participants au débat.

Il apparaît très clairement que ce mouvement est celui de « ceux qui n'ont plus rien à perdre » ; l'opposition du gouvernement, qui a cherché à criminaliser les Gilets jaunes dès les premières heures de la journée, n'est plus à démontrer — doit-on s'étonner de voir les syndicats rejoindre, sur ce point, le gouvernement ? Sans doute ce mouvement aura pour conséquence d'achever la césure entre le peuple et les élites, du gouvernement comme des syndicats. Ce mouvement ne sera pas facilement « récupéré » et c'est heureux ; les perspectives politiques interrogent alors le futur de ce qui est encore un événement social incertain et flou. Si d'aventure l'extrême gauche parasitait ce mouvement, alors il s'éteindrait comme un pétard mouillé. Faut-il envisager de saisir la Représentation nationale pour assurer le lien entre le mouvement et l'Assemblée ? Considérant la couleur politique du Parlement, les options paraissent limitées. Il y a fort à parier que le Rassemblement national ne saura guère s'y prendre avec ce mouvement alors que son passé « poujadiste » devrait lui permettre de faire un lien évident entre les thématiques nationalistes et les revendications des Gilets jaunes.

## 2. Est-ce un signe pour notre camp, l'amorce d'une victoire ?

Dans la capitale, la manifestation a été rapportée comme efficace par l'un des témoins qui s'est déclaré sur les lieux. Le mouvement était d'ampleur, assez pour trouver des résonances en Europe.

Laissons les sottises aux journalistes : il faut se garder des comparaisons trop faciles avec d'autres événements comme la manifestation de Chemnitz du 26 août 2018. Un rapport de force physique est impossible : la démographie n'est pas adéquate ; les sanctions seraient trop insoutenables, la France de ceux qui sont étranglés financièrement ne peut se permettre d'aller au bout des conséquences qu'un mouvement social qui se métamorphoserait en Révolution. Où est la victoire ?

Le gouvernement ne peut céder sur toutes les revendications, il ne cédera probablement sur rien : cela augure d'un « carnage aux prochaines élections nationales ». Les socialistes et les Insoumis ne pourront prétendre chapeauter ce mouvement : leur comportement à l'égard des Gilets jaunes ne sera pas « pardonné ». La droite s'est montrée en revanche ouverte et disposée aux dialogues de toutes les grognes, avec timidité ; la

criminalisation du mouvement vient d'ailleurs et les Français, qui soutiennent à 75% le mouvement, l'ont vu ou le verront.

La déliquescence du journalisme français est désormais apparente, visible, odieuse et publique. Ce comportement achèvera d'irriguer un contexte qui nous est très favorable : l'opportunité est magnifique en ce que le mouvement vient créer un précédent. De plus, la lumière est pleine et entière sur les travaux de Christophe Guilluy et sur ce qu'ils révèlent de la géographie sociale en France. Des liens se sont tissés dans la population, un élan commun a resserré les rangs dans la « France périphérique ».

Cependant, la récupération politique signerait la mort probable du mouvement : aucune excroissance ne doit en jaillir, qui serait l'antenne d'un quelconque parti politique, de droite comme de gauche. Souhaitons que les lieutenants du Rassemblement national et de Debout la France ! sachent bien quels risques représenteraient une récupération basse et veule. Les dirigeants politiques doivent se tenir à l'écart et les Gilets jaunes eux-mêmes paraissent se méfier d'eux.

Cependant, l'absence de chef paraît avantageuse comme désavantageuse. Ce mouvement a-t-il pour vocation de pénétrer le terrain politique électoral ? Il est déjà une expression politique intéressante et n'a pas besoin de recevoir le soutien actif et institutionnalisé d'un parti politique (RN, DLF, etc.) d'après l'avis des plus optimistes qui auront participé au débat. La manifestation était inhabituelle et le mouvement doit le rester : cette singularité fait sa force de diffusion dans la société, que la diffusion se manifeste par de nouvelles actions ou par la « contagion » silencieuse de la grogne auprès des foyers français. Il faut l'encourager et veiller à diffuser l'idée d'une grogne fiscale enracinée – appuyer les thématiques des impôts et de l'immigration, plutôt que la futile haine du pauvre contre le riche, que ce dernier lui rend bien. L'opposition aux Gilets jaunes n'est pas tenable : ceux qui en font le témoignage donnent à voir le vrai visage d'un mépris de classe intériorisé et délétère.

D'ailleurs, il a été remarqué que les Gilets jaunes ont eu globalement des comportements très corrects et civiques à l'égard des forces de l'ordre. Un mouvement désorganisé qui produit moins de dégâts et de « casse » qu'une manifestation organisée et encadrée institutionnellement, c'est remarquable ! Nous ne sommes pas à l'abri d'une escalade des violences, à mesure que peut-être quelques groupes infiltreront le mouvement – des groupes faciles à identifier.

Il n'y a plus désormais qu'à attendre. Ce mouvement mourra de sa belle mort mais il aura semé, pour le futur, les grains de moissons riches et pour nous fructueuses. Le ras-le-bol national s'est exprimé. Les forces de l'ordre n'ont pas rejoint les Gilets jaunes, néanmoins leur professionnalisme et le « calme » ont permis au mouvement de perdurer, de se manifester, de se donner à voir ; cependant, cette passivité relative peut rapidement tourner vinaigre quand, la prochaine fois, les chefs donneront les bonnes instructions pour une réponse plus adéquate — il est à craindre que, ce 24 novembre 2018, les CRS, policiers et gendarmes aient été « pris de court ». La police est-elle « notre amie » en la matière ?

Il faut se garder d'une naïveté de petit bourgeois. Cependant, cette crainte paraît dérisoire : il faut distinguer l'agent de terrain de la hiérarchie, et tout le monde s'accordera sur la bienveillance supposée des forces de l'ordre, à l'exception des plus pessimistes. Restons prudents ! Certes, les CRS n'ont-ils pas laissé passer des manifestations sur les Champs Elysées ? Les statistiques du vote des forces de l'ordre témoignent de leur ancrage à droite, voire à l'extrême-droite. Il ne faudrait toutefois rêver l'union « sacrée » des Gilets jaunes et des forces de l'ordre.

Le comportement des manifestants est à souligner : outre quelques débordements à la marge, en dépit du caractère très chaotique de la manifestation, l'ensemble s'est bien comporté. Ce ne fut guère « bon enfant », mais la détermination et la résolution des Gilets jaunes ne semblent pas les avoir poussés à d'inutiles violences ou d'illicites comportements. Quels ordres ont été donnés aux policiers ? Cet enjeu est fondamental cependant la question ne sera pas tranchée ce soir. Tous les Gilets jaunes ne partagent pas les mêmes revendications ; il existe un socle commun qui entretient la grogne, cependant la masse est hétérogène. Toutefois, la constitution de ce groupe commun entraînera peut-être des réponses communes en matière de vote, de conduite électorale, de défiance.

Cette socialisation soudaine de la lutte viendra peut-être nourrir la cohésion d'une masse sociale concernée par les mêmes problèmes sans que les mêmes solutions aient été préalablement envisagées ou décidées : c'est justement le caractère apolitique du mouvement qui fera la force de cette réaction commune. La réponse du gouvernement importe assez peu, il y a peu de risques qu'elle soit favorable aux Gilets jaunes. Ainsi on verra certainement grossir un vote de défiance aux prochaines élections, favorables à Marine Le Pen. Quelle place pour Jean-Luc Mélenchon ? Son comportement depuis une semaine est des plus étonnants : le vieux briscard s'essouffle et nous n'allons pas nous en plaindre.

Le désengagement de l'État des zones en dehors des grands centres urbains est désormais impossible à ignorer et nous voyons là s'éveiller le Rat des champs contre le Rat des villes. Ces gens qui paient toujours plus sans rien toucher du contenu de l'assiette des richesses manifestent un mécontentement qui trouvera peut-être sa traduction électorale lors des prochaines élections nationales : devant ces revendications, la gauche est désarmée, car les Gilets jaunes sont cette France qui ne veut pas mourir et qui n'a plus pour elle que l'amour de la patrie. La dissonance est parfaite avec les élites politiques de gauche, entre autres Insoumis ou Socialistes. De même, l'actuelle majorité ne peut apparaître comme la voie du salut pour les Gilets jaunes puisqu'elle porte le flambeau de la politique qui a conduit à l'ensemble de ces mesures, notamment fiscales, qui les oppressent.

Certains politiciens ont manifesté du soutien à ce mouvement. L'éminent Jean Lassalle, entre autres ; il faut remarquer que la motivation des Gilets jaunes n'est pas tant l'horreur de la politique que l'horreur de l'alternative et l'appel à une « autre politique » ; la tendance, si elle doit se poursuivre, sous le prochain quinquennat, ira en s'aggravant. Le calendrier des réformes d'Emmanuel Macron l'a clairement desservi. Le camp national, pour peur qu'il s'en donne la peine, en récoltera les fruits, cependant les Institutions, aujourd'hui, ne paraissent pas en danger. Même si Marine Le Pen se retrouve au second tour en 2022 ou 2027, cette fois, elle pourrait passer, en dépit du jeu habituel des médias qui ne manqueront pas d'appeler à l'union contre le « fascisme » - tel aura été un élément du débat qui n'aura pas fait consensus. Les Gilets jaunes ont été qualifiés d'ultra-droite, de proto-fascistes, de bouseux racistes : ces Gilets jaunes qui sont pourtant le public habituel des chaînes d'information continue, ont vu comment ces médias se sont conduits, leurs familles aussi. Le souvenir sera vif, et nous connaissons tous ici l'histoire de la mule du pape.

*« Les coups de pied de mule ne sont pas aussi foudroyants d'ordinaire ; mais celle-ci était une mule papale ; et puis, pensez donc ! Elle le lui gardait depuis sept ans... Il n'y a pas de plus bel exemple de rancune ecclésiastique. »*

*(Lettres de mon moulin, La Mule du Pape, Alphonse Daudet)*

### 3. La manifestation laissera-t-elle des fruits à récolter ?

Le Rassemblement National sera le créancier heureux de ce mouvement d'après les participants les plus optimistes ; certains pensent que toutes les alternatives nationales et patriotes profiteront de la grogne, dès les élections européennes qui arrivent. Il ne faut toutefois pas se leurrer ou s'imaginer que les élections européennes seront « l'occasion » : ces élections attirent peu de participation. Plus tard, il faudra mettre sur le devant de la scène une alternative crédible à Marine Le Pen, alternative qui saura saisir « l'air du temps » en politique, et faire la démonstration de sa compétence.

Que faire à l'égard des Gilets jaunes ? Doit-on encourager l'émergence d'un nouveau parti, d'une nouvelle ligne politique à droite ? Faut-il les contacter pour les fédérer ? Les objectifs sont à discuter. Accompagner le mouvement, faire de l'éducation populaire, ces projets peuvent être intéressants et même souhaitables. Dans les faits, cela paraît compliqué. Quelle légitimité avons-nous ? Les contacts individuels peuvent être enrichissants et, surtout, amèneront à mieux saisir la substance de ce mouvement. Il faut aller à leur contact, pour prendre la mesure de leur état d'esprit, de leurs revendications. Nous n'avons rien à leur proposer, pour le moment, qu'une porte d'entrée vers le nationalisme. Le prochain vote sanction contre Emmanuel Macron paraît inévitable : le raz-de-marée aura-t-il lieu ? Pas sûr, et la population n'a-t-elle pas la mémoire courte ? Il faut espérer que, cette fois, les Français se souviennent et conservent leur rancœur à l'égard du gouvernement.

Le cas italien est intéressant mais la comparaison pêche quand il s'agit de confronter les deux systèmes électoraux ; la comparaison s'achève aussi dès lors qu'il s'agit d'examiner les profils personnels des politiciens : peu d'idéologues en Italie quand ils pullulent en France, ainsi les alliances antinomiques paraissent impensables.

La gauche va se déchirer autour de cette question : ils ne pourront soutenir une ligne populiste de gauche et une ligne ethniciste libertaire. La gauche « Ruffin » viendra certainement grossir nos rangs quand la France Insoumise éclatera – d'ailleurs, François Ruffin n'est pas membre de cette mouvance et souvenons-nous de la manifestation du 7 mai, quand le même Ruffin avait organisé une manifestation qu'il voulait non-partisane : des frictions sont apparues quand des membres de la France Insoumise sont arrivés. Il a plusieurs fois refusé de prendre position sur des affaires pourtant épineuses, ce qui lui a valu les foudres des ténors de la France Insoumise. C'est un signe qu'il faut interpréter.